

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/36¹

12 janvier 1998

(98-0081)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

NOTIFICATION

1. Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2. Organisme responsable: Ministère de la Santé
3. Produits visés (numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Caféine
4. Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Modification proposée au Règlement sur les aliments et drogues (1079) (pages 27-28)
5. Teneur: Le Règlement sur les aliments et drogues prévoit actuellement des dispositions pour l'utilisation de la caféine et du citrate de caféine dans les boissons de type cola pour caractériser l'arôme de ce produit. Santé Canada a reçu une présentation visant à autoriser l'utilisation additionnelle de la caféine pour améliorer l'arôme et le goût amers des boissons gazeuses non alcoolisées à saveur d'agrumes. L'évaluation des données disponibles vient appuyer l'efficacité et l'innocuité de l'utilisation mentionnée ci-dessus de la caféine. La présente modification proposée au Règlement sur les aliments et drogues permettrait donc l'addition de la caféine et du citrate de caféine dans les boissons gazeuses non alcoolisées à saveur d'agrumes à une concentration de 200 parties par million, ce qui est la même que celle admise pour les boissons de type cola.
6. Objectif et justification: L'utilisation additionnelle d'un additif alimentaire dont l'innocuité et l'efficacité ont été démontrées.

¹Ce document annule et remplace la notification G/SPS/N/CAN/36 datée du 12 janvier 1998 en anglais et français seulement..

7. Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale [X]. S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, indiquer, si possible, les dérogations à celle-ci:
8. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Gazette du Canada, Partie I, 3 janvier 1998
9. Date projetée pour l'adoption: Non cité.
10. Date projetée pour l'entrée en vigueur: Non cité.
11. Date limite pour la présentation des observations: 3 avril 1998 Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: Point national d'information
12. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (le cas échéant) d'un autre organisme: